

Le Réveil Social

ORGANE MENSUEL DU SAVT
Syndicat Autonome Valdôtain des Travailleurs

N° 12
FÉVRIER 1998

14^e année - Nouvelle série
Expédition abonnement postal art. 2, alinéa 20/c, loi n° 662/96, agence d'Aoste

ÉDITORIAL 50^e anniversaire du Statut spécial

PAR ANSELME LUCAT

Il y a cinquante ans, par la loi constitutionnelle n° 4 du 26 février 1948, a été promulgué le Statut spécial pour la Vallée d'Aoste que l'Assemblée constituante avait adopté au scrutin secret le 31 janvier précédent par 277 suffrages pour, 84 contre et 2 abstentions.

La Vallée d'Aoste avait reconquis, en partie au moins, l'autonomie dont elle avait bénéficié pendant plusieurs siècles. C'était l'issue d'un long chemin au cours duquel la Vallée d'Aoste avait joui de grandes libertés et avait pu se gouverner autonomement. Et cela jusqu'à la seconde moitié du XVIII^e siècle quand les priviléges furent supprimés. Seul lui resta le droit d'utiliser la langue française, qui était d'ailleurs, à cette époque, la plus connue par ses habitants. Après l'unité d'Italie, une lutte acharnée contre la langue française commença jusqu'à ce que le fascisme arriva à l'interdire complètement. C'est donc avec joie que les Valdôtains, le 26 février 1948, après presque deux siècles, on vu reconnaître par une loi constitutionnelle de l'État italien une partie de leurs priviléges. La Vallée pouvait avoir son «Conseil régional», comme elle avait eu, à partir de 1536, son «Conseil des Commis». Le droit de légiférer lui avait été reconnu.

Et que dire de la parification de la langue française à la langue italienne? Quoi qu'on en dise de nos jours (mais souvent ceux qui parlent ne connaissent pas à fond notre histoire), la caractéristique bilingue de notre région est l'un des piliers sur lesquels notre autonomie s'appuie.

Le Statut dont nous célébrons le cinquantième anniversaire a été modifié au cours de ces années. D'autres compétences ont été reconnues à la Région. Il suffirait de rappeler le

pouvoir d'adopter sa propre loi électorale régionale, la compétence en matière d'organisation des collectivités locales et des circonscriptions y afférentes et le droit reconnu aux populations des communes de langue allemande à la sauvegarde de leurs caractéristiques et de leurs traditions linguistiques et culturelles.

En cinquante ans d'autonomie, le Conseil régional a pu voter nombre de lois qui ont favorisé le développement de notre Vallée au point qu'aujourd'hui, en dépit même de la crise que l'on ressent aussi chez nous, les Valdôtains jouissent d'une qualité de vie qui est bien au-dessus de celle que nos ancêtres ont connue.

Cette autonomie a aussi permis la création d'un Syndicat autonome des travailleurs valdôtains qui, aujourd'hui, prospère et est à même de soutenir les droits des travailleurs valdôtains autant que les syndicats qui œuvrent sur tout le territoire de l'État.

Mais, combien d'entre nous se rendent-ils compte que notre autonomie n'est pas une gracieuse concession de l'État? Elle est un droit. Un droit qui a pu être reconnu parce que des hommes ont lutté, des Valdôtains sont morts, surtout dans la période de la guerre de Libération, qui a semé des deuils et fait couler des larmes dans tous nos villages. Ces deuils et ces sacrifices doivent être rappelés, aux jeunes surtout, et leur souvenir doit être bien vivant à l'occasion de la célébration des cinquante premières années de vie de notre Statut spécial.

Il ne faut pas non plus oublier ceux qui, pendant le fascisme ou, en allant plus en arrière encore, dans les années suivant l'unité d'Italie, se sont battus pour défendre nos droits, pour sauvegarder

La charte des Régions européennes pour l'environnement

En juillet 1997, la Région autonome Vallée d'Aoste a signé la «Charte des Régions européennes pour l'environnement». La prospérité économique dépend aujourd'hui de l'exploitation des ressources naturelles.

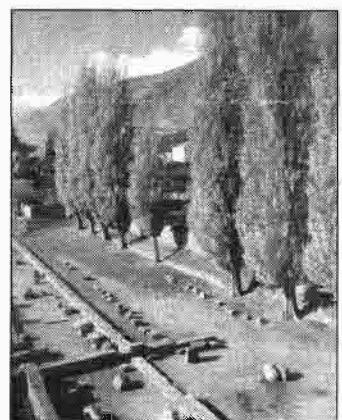
L'activité de l'homme a toujours produit des déchets et engendré la pollution. Notre planète a de remarquables capacités de régénération, mais dans notre système ces capacités sont sollicitées au-delà de leurs limites.

Voilà la raison et la nécessité d'adapter nos activités économiques et sociales à ce que la terre, et en particulier notre pays, sont capables de supporter.

Les problèmes d'environnement se posent d'une façon très différente selon dans quelle partie du monde nous nous trouvons.

Pour nous, Européens, il est essentiel de modifier les habitudes de consommation. Mais, attention, consommation et travail sont synonymes.

Des années de pauvreté, de négligence, de sous-inves-



conviction qu'en tant «qu'autorités compétentes», nous devons, selon nos différents niveaux de compétences, nous impliquer dans le processus de définition et d'application de la politique européenne en matière d'environnement.

1. Rôle des régions dans la politique d'environnement

2.1 Nous, Régions d'Europe, reconnaissons comme objectif fondamental de nos politiques d'environnement, la conservation, la protection et l'amélioration de la qualité du milieu vital (air, eau, sol) et de la biodiversité, et qu'il est essentiel, dans le même temps, de contribuer à un développement économique et social durable.

3. Instruments de la politique d'environnement

3.1 Pour atteindre les objectifs mentionnés ci-dessus, nous, Régions de l'Union européenne, utiliserons tous les instruments dont nous disposons, tels que:

- la législation;
- l'aménagement du territoire;
- la coordination des politiques publiques, politiques fiscales et financières;
- les systèmes d'information;

tissement pour le contrôle des productions industrielles ont laissé un héritage terrible: pollution, environnement dégradé, pluies acides, les eaux de nos rivières et de nos côtes sont incapables d'absorber les milliards de litres de déchets domestiques et industriels.

Les Régions de l'Union européenne doivent donc faire appel au sens des responsabilités de tous les citoyens, des entreprises et des responsables de la chose publique afin que les impératifs environnementaux soient le leitmotiv dominant pour mettre de l'ordre dans notre maison et montrer la voie en mettant au point des modèles de développement durable pour l'environnement.

L'environnement dépend de nos actions collectives, l'environnement de demain dépend de notre façon d'agir d'aujourd'hui. Un petit pas pour notre Vallée a été fait avec l'adhésion à «La charte des Régions européennes pour l'environnement».

GUIDO CORNIOL

- les instruments du marché;
- l'éducation et la formation.

4. Intégration de dispositions environnementales dans toutes les politiques

4.1 Nous, Régions, de

l'Union européenne, pensons que l'intégration de considérations environnementales dans la formulation et l'application de nos différentes politiques est

LIRE LA SUITE PAGE 4

Speciale dichiarazione dei redditi

A CURA DI CLAUDIO APPARENZA

Anche quest'anno ci stiamo avvicinando alla campagna fiscale 1998 per i redditi 1997 ed il SAVT/SERVIZI FISCALI si è organizzato per offrire a tutti gli iscritti un'assistenza completa e riservata.

Visto l'incremento delle richieste avute nell'ultimo quadriennio il SAVT ha ritenuto opportuno effettuare degli investimenti in termini di persone e macchinari cercando di migliorarsi sempre più per riuscire a rispondere a tutte quelle esigenze di carattere fiscale che interessano i dipendenti ed i pensionati, in quanto per la compilazione e l'elaborazione dei dati occorre un impegno non indifferente.

Il SAVT offrirà una maggiore presenza su tutto il territorio valdostano aumentando le presenze specifiche per la compilazione della denuncia dei redditi soprattutto nelle zone dell'alta valle (Morgex e Cogne). La novità di quest'anno è la presenza di un nostro funzionario c/o il Municipio di Nus il primo e terzo mercoledì di ogni mese a partire da marzo 1998 fino a giugno 1998.

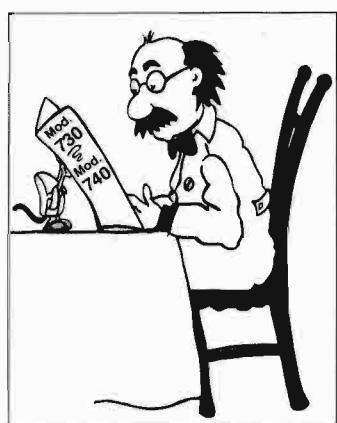
Le scadenze per la compilazione dei vari modelli fiscali sono differenti:

- Mod. 730: dal 23 febbraio al 30 aprile 1998
- Mod. 740: nel mese di maggio 1998
- Mod. ICI: il periodo verrà comunicato nei prossimi numeri del Réveil Social.

Al fine di dare a tutti gli iscritti del SAVT, che si rivolgono al nostro CAAF, un'adeguata informazione abbiamo pensato di dedicare gran parte di questo numero del Réveil Social alle notizie riguardanti la denuncia dei redditi 1997.

SEGUO A PAG. 2 E 3

LIRE LA SUITE PAGE 4



Il modello 730

Il Modello 730 è riservato ai lavoratori dipendenti e ai pensionati. Si ricorda che per utilizzare il Mod. 730 occorre essere in forza presso un datore di lavoro almeno dal 01.03. 1998 al 30.06.1998.

Il Mod 730 presenta numerosi vantaggi: è semplificato da compilare, non richiede calcoli in quanto viene elaborato dai CAAF, soprattutto permette di ottenere eventuali rimborsi o pagare le imposte direttamente in busta paga o con la pensione in tempi rapidi.

→ Tutti coloro che vogliono

no avvalersi dell'assistenza fiscale dei CAAF (Centri Autorizzati di Assistenza Fiscale) possono venire in una delle nostre sedi con tutti i documenti necessari (dei quali forniamo elenco a parte) e farsi assistere dai nostri addetti alla compilazione. In questo caso il contribuente dovrà essere iscritto al SAVT e integrare la sua quota associativa tramite un modesto versamento supplementare. Il SAVT/Servizi fiscali, a coloro che richiedono consulenza e assistenza nella compilazione offre una tutela a mezzo polizza assicurativa per gli errori di compilazione da parte degli addetti, escludendo quegli errori causati da negligenza del dichiarante, comunica-

zioni inesatte e/o infedeli fornite dal contribuente stesso.

→ Tutti i lavoratori o pensionati iscritti o non iscritti possono consegnare direttamente il Mod 730 compilato in tutte le sue parti al CAAF senza usufruire della consulenza e assistenza. In questo caso il CAAF elabora esclusivamente i dati indicati con **totale responsabilità** del contribuente, inoltre il risultato al datore di lavoro o ente pensionistico e agli uffici fiscali. **Il contribuente è responsabile degli eventuali errori derivanti da errata compilazione. Le sanzioni derivanti dovranno essere coperte dallo stesso.** Il servizio, in questo caso, è gratuito.

Chi non è tenuto alla presentazione della dichiarazione dei redditi mod. 730/740

Non sono tenuti alla presentazione della dichiarazione dei redditi tutti coloro che possiedono:

- solo redditi di lavoro dipendente e reddito dei fabbricati, derivante esclusivamente dal possesso dell'abitazione principale e di sue eventuali pertinenze non superiori a Lire 1.100.000. Tale limite va rapportato al periodo dell'anno durante il quale il fabbricato è stato utilizzato come abitazione principale e alla quota di possesso.
- solo redditi da lavoro dipendente corrisposti da più datori di lavoro per un ammontare complessivo non superiore a Lire 9.000.000 se le detrazioni spettano per tutto l'anno (cioè per un periodo non inferiore a 365 giorni).
- solo reddito dei fabbricati derivante esclusivamente dal possesso dell'abitazione principale e pertinenze, per la

somma complessiva di Lire 1.100.000. Anche in questo caso tale limite va rapportato al periodo ed alla quota di possesso.

→ solo redditi dei terreni e dei fabbricati complessivamente non superiori a Lire 360.000 al netto della deduzione spettante per l'abitazione principale.

N.B. Vi sono inoltre altri casi particolari per i quali non si è tenuti a presentare la dichiarazione dei redditi che potranno essere illustrati dai nostri operatori presso le varie sedi del SAVT.

ORARI E SEDI PER LA COMPILAZIONE E LA CONSEGNA DICHIARAZIONI DEI REDDITI

Rivolgeti con fiducia presso le nostre sedi SAVT dal 23.02.1998 AL 30.04.1998 per la compilazione del Mod 730/98 agli orari indicati nella tabella:

AOSTA

Piazza Manzetti, 2 - 11100 Aosta
da lunedì 23 febbraio a giovedì 30 aprile 1998
(esclusi sabato e domenica)
dalle h 8.30 alle h 11.30
dalle h 14.30 alle h. 17.30

PONT-SAINT-MARTIN •

Via della Repubblica 2
dal 23 febbraio al 27 aprile
dal 23 febbraio al 30 aprile 1998
tutti i lunedì dalle h 14.30 alle h 17.30
tutti i martedì, mercoledì e venerdì
dalle h 8.30 continuato fino alle h 16.30
tutti i giovedì dalle h 14.30 alle h 18.30

VERRÈS •

Via Duca d'Aosta 29
dal 23 febbraio al 27 aprile
tutti i lunedì, mercoledì e giovedì
dalle h 8.30 alle h 12.00
dalle h 14.30 alle h 18.30
tutti i martedì
dalle h 9.00 alle h 12.00
tutti i venerdì
dalle h 8.30 continuato fino alle 16.30

CHÂTILLON

Via Menabreaz 13
tutti i lunedì e giovedì
dalle h 9.00 alle ore 12.00

HÔNE

c/o Trattoria Bordet
tutti i giovedì dalle h 9 alle h 10.00

COGNE

c/o Bar Licona dal 23 febbraio al 30 aprile
1° e 3° venerdì di ogni mese
dalle h 9.00 alle h 12.00

MORGEX

c/o Casa Bottino
dal 23 febbraio al 30 aprile
1° e 3° giovedì di ogni mese
dalle h 9.00 alle h 12.00

NUS

c/o Municipio
dal 23 febbraio al 30 aprile
1° e 3° mercoledì di ogni mese
dalle h 9.00 alle ore 12.00

PER GLI ISCRITTI DEL SAVT

Assicurazione infortuni

(SIA SUL LAVORO CHE EXTRA)

Si ricorda che il SAVT ha stipulato una polizza assicurativa contro gli infortuni per tutti gli iscritti, con la compagnia UNIPOL.

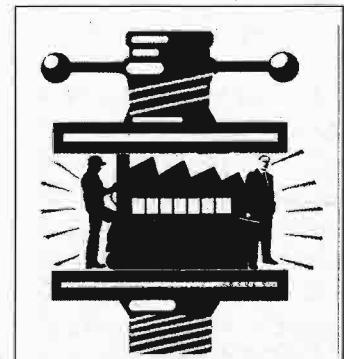
CONDIZIONI: Indennità giornaliera, in caso di ricovero ospedaliero per infortunio, di lire 50.000 al giorno per un massimo di 30 giorni con esclusione dei primi 5 giorni di degenza ospedaliera.

MODALITÀ DI DENUNCIA IN CASO DI RICOVERO PER INFORTUNIO: in caso di ricovero per infortunio gli interessati dovranno rivolgersi alle competenti sedi territoriali del SAVT, entro 15 giorni dalla data di dimissioni dall'ospedale, muniti di:

- a) tessera SAVT
- b) copia della cartella clinica.

I nostri funzionari provvederanno ad inoltrare la pratica alla compagnia di assicurazione.

Documenti necessari per la compilazione delle denunce dei redditi



- Tessera iscrizione al sindacato SAVT
- Dichiarazione anno precedente Mod. 730 o 740
- Dati anagrafici propri, del coniuge e familiari a carico con relativi codici fiscali obbligatori
- Dati relativi al datore di lavoro o ente pensionistico aggiornati al periodo marzo - giugno '98
- Mod. 101 e/o 201 (mod. di certificazione)
- Pensioni estere
- Cassa integrazione, disoccupazione speciale, mobilità, ecc. con il numero dei giorni di riferimento
- Mod. RAD (azioni)
- Redditi soggetti a tassazione separata
- Altri redditi (collaborazioni continue e/o occasionali, gettoni di presenza, borse di studio, ecc.)
- Ricevute saldo e acconti Irpef, Tassa della salute versati
- Visure catastali dei terreni e fabbricati soprattutto per coloro che usufruiscono per la prima volta dell'assistenza fiscale e per quei contribuenti che l'anno precedente hanno compilato il quadro B redditi invariati in quanto da quest'anno non è più possibile inserire il totale dei fabbricati ma è obbligatorio distinguerli.

IMPORTANTE: per tutti coloro che nell'anno passato si sono avvalse dell'assistenza fiscale del SAVT ricordarsi di portare il modulo riassuntivo di terreni e fabbricati allegati ai bollettini di versamento ICI/97 al fine di poter aggiornare gli archivi Irpef in nostro possesso con le eventuali variazioni intervenute nel corso del 1997 e che risultano dal modulo suddetto.

NEL CASO NON SI SIA IN POSSESSO DI RENDITE CATASTALI, E' ASSOLUTAMENTE NECESSARIO RICHIEDERE ALL'UFFICIO DEL CATASTO E/O STUDI TECNICI DI FIDUCIA. IL SAVT SERVIZI FISCALE NON CALCOLA ALCUNA RENDITA CATASTALE.

- Canone di locazione percepito per le unità locate durante l'anno 1997
- Oneri rimborsati nel corso dell'anno 1997 (rimborsi USL, ecc.)
- Oneri deducibili (vedi elenco a parte).

N.B. Con la dichiarazione Mod. 730 non deve essere allegata nessuna documentazione che deve essere conservata dal contribuente per tutto il periodo entro il quale l'amministrazione ha facoltà di richiederla, per la dichiarazione di quest'anno fino al 31 dicembre 2003. (Noi comunque consigliamo per almeno dieci anni).

Novità fiscali per la dichiarazione mod. 730/98 - 740/98 redditi 1997

Si comunica che le spese mediche senza la distinzione tra generiche e specialistiche sono detraibili con una franchigia di Lire 250.000 come lo scorso anno.

La prestazione nel corso 1997 del servizio militare di leva da parte del familiare a carico non fa perdere il diritto alle detrazioni.

Rivalutazione dei redditi domenicali ed agrari del 25%

L'abbattimento del reddito dell'abitazione principale e relative pertinenze passa da Lire 1.000.000 a Lire 1.100.000.

Detrazione spettante sull'importo massimo di lire 5.000.000 per mutui contratti nell'anno 1997 per effettuare interventi di manutenzione, restauro e istruzione degli edifici.

Il contratto di mutuo è tipulato da un condominio la detrazione spetta a iascun condono in ragione dei millesimi di proprietà.

I.B. La legge stabilisce che per fruire della detrazione è necessario che il contribuente conservi, sibisca o trasmetta a richiesta degli uffici finanziari la seguente documentazione:

quietanze di pagamento degli interessi passivi relativi al mutuo; opie del contratto di mutuo dal quale risulta che lo stesso è stato stimato per realizzare gli interventi di recupero

previsti dalla legge; copia della documentazione comprovante le spese di realizzazione degli interventi medesimi.

Cumulo dei trattamenti pensionistici: a partire dal 1 gennaio 1998 gli enti pensionistici, attraverso le informazioni trasmesse dal casellario delle pensioni, effettueranno la tassazione alla fonte delle somme corrisposte tenendo conto del cumulo dei trattamenti pensionistici. Conseguentemente i titolari di più trattamenti pensionistici che non possiedono altri redditi a partire dal 1999 sono esonerati dall'obbligo di presentare la dichiarazione dei redditi e, quindi, non sono tenuti a versare l'acconto dell'IRPEF per l'anno 1998.

Per i titolari di più trattamenti pensionistici che possiedono altri redditi, l'acconto dell'IRPEF per l'anno 1998 sarà dovuto in misura inferiore.

Rateizzazione: se il contribuente intende avvalersi della facoltà di rateizzare i versamenti a saldo, l'eventuale acconto del 20% sui redditi soggetti a tassazione separata e l'eventuale prima rata di acconto IRPEF deve comunicare all'operatore in quante rate intende frazionare il versamento (minimo 2, massimo 6 rate). In tal caso il sostituto d'imposta che effettua le operazioni di conguaglio calcolerà gli interessi dovuti per la rateizzazione pari allo 0,50% mensile.

NOVITA' FISCALI PER I REDDITI 1998

Dal 1° gennaio 1998 è abolita la tassa della salute per lavoratori dipendenti e pensionati, per cui non si è tenuti al versamento degli accconti per i redditi 1998.

Dal 1° gennaio 1998 sono detraibili del 41% quelle spese sostenute nel 1998 e 1999 (fino ad un massimo di 150.000.000 per ciascun anno d'imposta) per l'effettuazione di determinati lavori edilizi per interventi di recupero o ammodernamento del patrimonio edilizio esistente. Si precisa che il presupposto della detrazione è stabilito dalla legge in una duplice condizione:

che i lavori siano eseguiti in edifici censiti al Catasto edilizio urbano o di cui sia stato richiesto l'accertamento;

che i lavori siano eseguiti in edifici di cui risultati pagata l'I.C.I. per l'anno 1997, se dovuta. Inoltre, a pena di decadenza dal diritto di detrazione, prima di iniziare i lavori il contribuente deve trasmettere, mediante lettera raccomandata, al Centro di Servizio delle Imposte dirette competente i permessi comunali che abilitano l'esecuzione dei lavori, la documentazione catastale relativa all'immobile oggetto dell'intervento, prova del pagamento I.C.I.

Sempre a pena di decadenza il contribuente deve comunicare, inoltre, alle Aziende Sanitarie competenti per territorio, mediante lettera raccomandata la data di inizio dei lavori.

998^e Foire de Saint-Ours Considérations et suggestions

Un coup de marteau, un autre, encore, plusieurs coups de marteau, c'est quoi ? dans le silence profond de la rue Saint-Anselme d'Aoste, à six heures du matin, même pas. Curieuse, je saute du lit et vais à la fenêtre. Il faut que j'ouvre, que je puisse voir, je n'y comprends rien ! Et je reste là, bâtie d'étonnement, surprise, d'admiration ! Sous les rayons jaunâtres des lampes, dans l'aube encore indécise, les artisans de la Foire installent et composent leurs étalages rouge vif, rouge bordeaux, rouges à rayures noires, quelquefois jaune d'or, verts ou bleu clair, sans parler ou en parlant très doucement pour ne pas faire trop de bruit ou parce que c'est encore trop tôt.

C'est la Saint-Ours !

Et les marteaux frappent toujours, langage rythmé et harmonieux qui nous annonce que nos artisans sont là, de nouveau, qu'ils nous attendent. Et mon cœur se met à battre lui aussi, très fort. Tout ému, j'ai hâte de descendre dans la rue pour entrer dans ce tableau, pour respirer cet air bien de chez nous, pour voir au moins quelque chose avant d'arriver au bureau.

Ça, c'était l'année dernière. La surprise de la première fois. Tout a été identique cette année, sauf la surprise. Je vous assure, c'est vraiment très, très beau d'assister au réveil de la Foire !

Nous sommes donc le 30 janvier 1998, vendredi, premier jour de Foire, premier tour à la Foire, après le boulot, dans un après-midi peu ensoleillé et plutôt glacial. C'est le jour des Valdôtains ; demain, ce sera «la meusseraille» (c'est ainsi que les Cognins appelaient autrefois les touristes, bien avant de commencer à leur accorder pompeusement la citoyenneté honoraire), surtout que c'est un samedi. Cent vingt mille visiteurs, nous disent-ils aujourd'hui : c'est vraiment beaucoup de monde pour notre petite capitale et une grande publicité pour notre Pays.

Un parcours à sens unique, très bonne idée, merci les organisateurs. Un circuit nouveau par rapport à la dernière édition. Dommage. C'est pro-

bablement pour montrer à tout le monde la merveilleuse façade de notre Cathédrale. Mais ensuite, pourquoi ne pas avoir choisi d'éviter la désolation de rue De Sales et de remonter rue Saint-Bernard-de-Men-thon pour rejoindre la charmante rue Saint-Joconde que nous avions parcourue si volontiers l'année dernière ?

Toujours dans le cadre des remarques et des propositions : bien que je déplore les crises de snobisme que connaissent certains de nos meilleurs artisans – qui doivent par ailleurs leur notoriété principalement à la Foire – et que je sois toute désappointée lorsque je les entend s'élever contre la participation des plus petits, ou des moins bons, ou des «non traditionnels», ou..., après avoir visité la Foire en long et en large, ou presque, je dois franchement avouer qu'une sélection s'impose en matière de bon goût, surtout dans certaines «branches» périphériques. Cela dit, j'en imagine fort bien la difficulté et je ne vais pas plus loin !

Par contre, à mon avis, lorsque l'artisan et la Foire sont utilisés dans un but éducatif, la qualité ne doit pas être fondamentale. Je pense à la maison d'arrêt et aux nombreuses associations de bénévoles qui œuvrent dans le secteur de l'aide sociale – personnes âgées, toxicomanes, handicapés, etc. Je dirais même plus : pourquoi ne pas trouver un endroit bien précis et bien choisi dans lequel grouper leurs étalages (un endroit qui ne devrait pas être, comme ce fut le cas cette année pour la maison d'arrêt et la communauté thérapeutique pour toxicomanes E. Désaymonet notamment, devant l'ancienne prison et juste en face du Service pour toxicomanes de l'USL... un peu de sensibilité, s'il vous plaît ! et de jugeote !) et pourquoi ne pas les signaler pour que les visiteurs puissent apprécier la valeur réelle des travaux exposés et éventuellement choisir d'encourager, par leurs achats, et le travail de ces artisans amateurs et l'activité desdites associations ?

Pour revenir au sens unique, très bonne idée, di-



sais-je. Oui, mais... J'habite rue Saint-Anselme. Au tout début, tout près de la Porte Prétorienne. Samedi matin, j'ai dû faire un saut au supermarché de la Place Plouves pour quelques courses ; au retour, au premier poste de contrôle du Corps forestiers valdôtain que je rencontre, l'agent n'était plus celui avec lequel j'avais parlé à l'aller et, tout simplement, ne m'a pas laissé passer. Bien à cheval sur ses principes, il n'aimait probablement pas les riverains, ou il ne m'aimait pas moi, ou il était particulièrement énervé, ou il me trouvait antipathique, ou... Je vous fait grâce des détails... J'ai insisté, ce qui n'est pas du tout dans mes habitudes, car je trouvais son attitude vraiment déplaisante et dépourvue de bon sens. Un supérieur est enfin intervenu et, quelques minutes plus tard j'étais chez moi, mais ma journée était gâchée. Que devais-je faire ? Que devait-il faire ? Que faut-il faire ? Je pense au bon sens, bien sûr, mais je peux également penser à un badge ou à un autre signe de reconnaissance pour les riverains des rues concernées par la Foire...

Un dernier mot pour féliciter les travailleurs de l'après-Foire, du samedi soir, souvent ignorés, toujours sous-estimés. Vers 20 h 30, je suis sortie pour me rendre au Giacosa et assister au spectacle final «A l'entor de la Grolla», avec les «Trouveur Valdôtèn» et leurs amis musiciens : plus de visiteurs ni d'artistes dans les rues mais une foule d'agents du service de voirie au travail. Et toujours un froid de canard ! Quelques heures plus tard la ville avait déjà retrouvé sa propreté habituelle et ses conditions normales. Merci à tout le monde !

Le Réveil Social

MENSUEL

Organe de presse du SAVT

Rédaction

SAVT - 2, Place Manzetti
Tél. 0165-23 83 84 / 23 83 94 / 23 53 83
Aut. Tribunal d'Aoste n° 15
du 9/12/1982

Imprimerie

«ARTI GRAFICHE DUC»
73, Avenue du Bataillon d'Aoste
11100 Aoste
tél. 0165/23 68 88 fax 23 67 13

Directeur responsable

David Mortara

Comité de rédaction
Guido Corniolo
Dina Quendoz
Felice Roux

Le Syndicat Autonome Valdôtain Travailleurs est l'organisation des travailleurs valdôtains. Les objectifs du S.A.V.T. sont:

- la défense et la promotion des intérêts culturels, moraux, économiques et professionnels des travailleurs du Val d'Aoste et l'amélioration des conditions de vie et de travail;
- la rénovation et la transformation radicale des structures politiques et économiques actuelles en vue de la réalisation du fédéralisme intégral. Afin d'atteindre ses objectifs, le S.A.V.T. par la recherche, l'action et la lutte s'emploie à réaliser:
- la protection sociale des travailleurs, leur préparation culturelle et professionnelle, la protection de la santé, la mise au point d'un système de services sociaux adéquat et efficient;
- la défense du pouvoir d'achat des salariés, l'emploi à plein temps des travailleurs et des jeunes du Val d'Aoste dans tous les secteurs économiques;
- la parité entre les droits des hommes et des femmes;
- la prise en charge, de la part des travailleurs, de la gestion des entreprises où ils travaillent et de la vie publique au Val d'Aoste;
- l'instauration de rapports avec les organisations syndicales italiennes et européennes et tout particulièrement avec les organisations syndicales qui sont l'expression des communautés ethniques minoritaires, en vue d'échanges d'expériences de lutte commune.

50^e ANNIVERSAIRE DU STATUT SPÉCIAL

Suite de la première page
notre langue française, pour maintenir notre particularisme.

Il suffit de penser à la «Ligue valdôtaine pour la défense de la Langue française en Vallée d'Aoste», au «Groupe d'action régionaliste» de Joseph-Marie Alliod, à la «Jeune Vallée d'Aoste» de l'Abbé Trèves et d'Émile Chanoux.

Le nom d'Émile Chanoux est aussi lié à la «Réunion de Chivasso» où, avec Ernest Page et quatre représentants des Vallées vaudoises du Piémont (Osvaldo Coisson, Gustavo Malan, Giorgio Peyronel et Mario Alberto Rollier), a été rédigé le document connu comme «Dichiarazione di Chivasso», qui réclame pour les populations des vallées alpines «le droit de se constituer en communautés politico-administratives autonome sul tipo cantonale». On a là le choix d'un régime fédéral sur

base régionale. C'est exactement ce que l'on demande aujourd'hui et que les modifications de la Constitution italienne qui sont en ce moment à l'examen du Parlement italien devraient nous garantir.

Au cours des mois prochains, on parlera beaucoup, en Vallée d'Aoste, de ces problèmes et on revivra ce qui s'est passé dans notre «petite patrie» au fil des siècles. Ce sera une bonne occasion pour apprendre l'histoire de notre particularisme et pour nous rendre compte des raisons qui sont à la base de notre autonomie. Il faudra, surtout, se rappeler, comme écrivait le «Pays d'Aoste» dans son premier numéro, paru en 1913, que «notre petite patrie... a ses caractères ethniques, ses intérêts particuliers exclusifs, son individualité morale à conserver... des droits sacrés à défendre, des traditions, voire même des priviléges à conserver». Parce que l'autonomie ne consiste pas dans les

bons d'essence, de sucre et de café. Elle est quelque chose de bien plus précieux car elle doit nous garantir le droit de nous administrer par nous-mêmes, «excluant toute intervention de mandataires ou officiers du Gouvernement central», comme on peut lire dans le projet de Statut que Mgr. Jean-Joconde Stévenin présente au mois de mai 1945 et que Séverin Caveri jugea «un petit chef-d'œuvre de clarté, de précision et de finesse juridique», un projet dans lequel «l'éminent prélat a condensé l'essentiel... dans un style lapidaire digne de Tacite».

Les travailleurs valdôtains doivent réfléchir sur ces choses, s'emparer des points saillants de notre histoire, savoir quelles sont «nos raisons d'être». C'est la seule manière pour nous de défendre notre particularisme et notre autonomie de toutes les attaques qui leur sont portées et qui continueront à arriver de plusieurs côtés.

marche de compatibilité écologique et d'analyse du cycle de vie des produits.

4.4 Nous sommes convaincues de la nécessité d'une réduction de la circulation automobile, en privilégiant des modes de transport plus respectueux de l'environnement: en conséquence, nous nous engagerons à prendre des initiatives pour atteindre cet objectif, notamment pour promouvoir les systèmes de transport.

4.5 Nous pensons que l'utilisation rationnelle est un important critère de progrès en faveur du développement durable. Nous encourageons les actions visant à économiser l'énergie provenant de sources non renouvelables, à améliorer l'efficacité de la conversion d'énergies primaires en énergie appliquée et à développer l'utilisation de sources d'énergie renouvelables.

4.6 Nous pensons également que l'utilisation rationnelle de l'eau, grâce à une gestion responsable garantissant sa qualité et protégeant les écosystèmes, est un facteur essentiel pour progresser vers le développement durable et éviter la désertification dans certaines zones de l'Europe. Des ef-

ferts seront faits pour favoriser la planification, l'économie, l'utilisation rationnelle et le recyclage de l'eau.

4.7 Nous encouragerons l'usage des pratiques agricoles traditionnelles compatibles avec la conservation des espaces naturels et dans tous les cas, l'adoption généralisée, par les agriculteurs, de mesures plus strictes de protection de l'environnement.

4.8 Nous pensons convaincues que les forêts sont une ressource de grande importance et, en conséquence, nous encouragerons tous les acteurs concernés à développer et mettre en œuvre des stratégies forestières régionales prenant en compte les différents besoins des Régions, afin de maintenir une gestion durable de cette ressource.

4.9 Nous pensons que le tourisme est un secteur économique d'une grande importance actuelle et future, c'est pourquoi nous nous engageons à utiliser les instruments dont nous disposons pour rendre son développement compatible avec la préservation du patrimoine naturel et de la qualité de l'environnement.

SAVT RETRAITÉS

Carnevale di Nizza e Mentone sabato 28 febbraio - domenica 1° marzo 1998

Si ricorda a tutti gli iscritti SAVT che è programmato per sabato 28 febbraio e domenica 1^o marzo il primo incontro organizzato dai pensionati SAVT per l'anno 1998 con una gita in Francia, a Nizza e Mentone, in occasione del carnevale. Le iscrizioni si ricevono fino ad esaurimento dei posti disponibili entro il 20 febbraio, ore 18, presso tutte le sedi SAVT.

Irap, Iva in agricoltura, registrazione contratti d'affitto e requisiti di ruralità

Il mondo agricolo al centro delle riforme fiscali valide dal 1^o gennaio 1998

Lo stato italiano dichiara che ormai è stata avviata la strada delle semplificazioni del comparto contabile e fiscale. Ebbene vorrei trovare chi ha il coraggio di fare questa affermazione agli operatori del mondo agricolo che dal 1^o gennaio 1998 dovranno fare i conti con numerosi nuovi adempimenti di tipo contabile e fiscale.

IVA IN AGRICOLTURA: Il Decreto legislativo 313/97 prevede che dal 1^o gennaio 1998 il regime speciale di esonero, cioè quello che permette di evitare l'emissione delle fatture, la tenuta della contabilità e ogni altro adempimento potrà essere mantenuto solo se l'attività agricola produce un volume d'affari inferiore a 5 milioni o a 15 milioni se l'azienda è situata in un comune montano con meno di mille abitanti o in una frazione di un comune montano con meno di 500 abitanti. La Giunta Regionale della Valle d'Aosta ha individuato con una propria delibera i comuni e le frazioni che beneficiano dell'agevolazione. La perdita del regime speciale obbliga gli agricoltori ad emettere per ogni cessione la relativa fattura applicando l'IVA sulle cessioni effettuate. Coloro che tuttavia non superano un volume d'affari annuo di 40 milioni possono usufruire di un regime contabile semplificato che li esonerà dalla tenuta della contabilità, ma li obbliga alla conservazione dei documenti, alla dichiarazione annuale dell'Iva e al versamento dell'imposta dovuta. L'importo dovuto verrà determinato sottraendo all'Iva ordinaria, evidenziata nelle fatture emesse, l'Iva di compensazione prevista dalla normativa vigente. Si propone un esempio per chiarire quanto affermato:

Cessione	Imponibile	%	IVA	Totale	% comp	IVA comp.
Bovini vivi	8.000.000	10%	800.000	8.800.000	7%	560.000
Latte fresco	20.000.000	10%	2.000.000	22.000.000	9%	1.800.000
Formaggi	10.000.000	4%	400.000	10.400.000	4%	400.000
	38.000.000		3.200.000			2.760.000

L'agricoltore del nostro esempio sarà quindi obbligato a versare lire 440.000 e cioè la differenza fra l'Iva ordinaria pari a lire 3.200.000 e l'Iva di compensazione pari a lire 2.760.000 e quindi presentare entro il 15 marzo la dichiarazione annuale dell'Iva.

Si precisa che l'obbligo di fatturazione sorge al momento della cessione dei beni, eccezion fatta per le cessioni effettuate alle cooperative dagli agricoltori con volume d'affari inferiore a 40 milioni, i quali dovranno emettere la fattura solo al momento del pagamento. La fattura può anche essere emessa entro la fine del mese successivo a quello in cui è stato determinato il prezzo qualora esso non risulti subito conosciuto. Gli acconti devono essere fatturati al momento dell'incasso. Le cessioni effettuate ad associazioni o a cooperative che applicano il regime speciale possono essere fatturate con l'applicazione dell'IVA nella percentuale di compensazione da parte degli agricoltori in regime speciale. Gli agricoltori potranno comunque optare per la determinazione dell'Iva nei modi ordinari. Attenzione l'opzione è vincolante per 5 anni.

Si evidenzia che l'introduzione dell'Irap ha abolito l'obbligo del versamento della tassa per la partita Iva. **Attenzione se avete la partita Iva ancora aperta ma è da anni che non fate più operazioni attive e passive esiste una sanatoria che fino al 30 settembre 1998 permette di regolarizzare la**

posizione con il pagamento di lire 100.000. (Legge collegata alla finanziaria '98).

IRAP: L'imposta regionale sulle attività produttive, istituita dal Decreto legislativo 446/97 dovrà essere pagata da tutti gli agricoltori ad eccezione di coloro in regime speciale di esonero e cioè quelli con volumi d'affari annui inferiori a 5 o 15 milioni. La percentuale di prelievo per gli agricoltori è del 2,5% per il 1998, del 3% per il 1999, del 3,5% per il 2000 e del 3,75% per il 2001. La base imponibile su cui calcolare tale percentuale è rappresentata dalla differenza fra l'ammontare annuo dei corrispettivi delle cessioni e l'ammontare degli acquisti destinati alla produzione.

Riferendoci all'esempio precedente si potrebbe verificare la seguente situazione:

Corrispettivi delle cessioni lire 38.000.000 - Acquisti relativi alla produzione lire 12.000.000

Irap 1998 = (38.000.000 - 12.000.000) *

2,5% = lire 650.000 Irap da versare.

REGISTRAZIONE CONTRATTI D'AFFITTO

La legge 27 dicembre 1997 n. 449 nell'articolo 21 ha previsto l'obbligo di registrazione per i contratti di locazione e di affitto dei beni immobili (fabbricati e terreni) con il conseguente pagamento dell'imposta di registro. Si precisa che l'obbligo sussiste indipendentemente dall'ammontare della locazione e ricade sia sul conduttore, sia sul proprietario. I contratti, anche verbali, devono essere registrati entro 20 giorni dalla stipula o dalla data di inizio della loro esecuzione. La tariffa da applicare alla registrazione è del 0,5% per i fondi rustici e del 2% per tutti gli altri immobili. Il pagamento, precedente

al deposito del contratto presso l'Ufficio del Registro, si effettua in banca o alla posta ed è versato con un minimo di lire 100.000. Se il contratto ha una durata plurien-

nale il versamento può essere effettuato in una unica soluzione o con versamenti annuali; si precisa che per i versamenti successivi non si dovrà più osservare il minimo di lire 100.000. Gli unici contratti che non sono soggetti a registrazione sono i contratti di affitto di durata non superiore a 30 giorni. Si consiglia per i fondi rustici che hanno dei canoni di locazione irrisori di verificare la possibilità di concedere i beni in comodato gratuito.

ICI E REQUISITI DI RURALITÀ: E' stato varato dal consiglio dei Ministri lo schema di regolamento nel quale si stabiliscono le norme per l'individuazione della natura rurale dei fabbricati. Possiamo anticipare che avranno i requisiti reddituali anche coloro che sono titolari di trattamenti pensionistici corrisposti a seguito di attività svolta in agricoltura e che i limiti dimensionali dell'area di pertinenza del fabbricato rurale per le zone montane è di 3.000 mq, mentre in precedenza era di 10.000 mq. Su tale tema verranno fornite ulteriori informazioni soprattutto collegandole alla normativa sull'ICI.

Si conclude affermando che ogni commento risulta superfluo e che siamo in presenza di un ulteriore attacco alle attività agricole montane, le quali per sussistere hanno la necessità di semplificazioni reali.